

12/2022 – 21 janvier 2022

Troisième trimestre 2021

## La dette publique en baisse à 97,7% du PIB dans la zone euro

### En baisse à 90,1% du PIB dans l'UE

À la fin du troisième trimestre 2021, le ratio de la dette publique par rapport au PIB dans la zone euro s'est établi à 97,7% contre 98,3% à la fin du deuxième trimestre 2021. Dans l'UE, le ratio a également diminué, passant de 90,9% à 90,1%. Tant pour la zone euro que pour l'UE, la baisse dans le ratio de la dette publique par rapport au PIB à la fin du troisième trimestre est due à la croissance du PIB liée à la reprise économique, tandis que la dette a continué d'augmenter pour financer les mesures mises en place pour atténuer l'impact économique et social de la pandémie coronavirus. Par rapport au troisième trimestre 2020, le ratio de la dette publique par rapport au PIB a augmenté tant dans la **zone euro** (de 96,6% à 97,7%) que dans l'UE (de 89,2% à 90,1%).

À la fin du troisième trimestre 2021, les titres de créances représentaient 82,7% de la dette publique générale de la **zone euro** et 82,4% de celle de l'UE. Les crédits constituaient respectivement 14,2% et 14,6%, et le numéraire et dépôts 3,1% de la dette publique de la **zone euro** et 3,0% de l'UE. En raison de l'implication des gouvernements de l'UE dans l'aide financière à certains États membres, des données trimestrielles sur les prêts intergouvernementaux sont également publiées. À la fin du troisième trimestre 2021, la part des prêts intergouvernementaux en pourcentage du PIB représentait 1,9% dans la **zone euro** et à 1,6% dans l'UE.

Ces chiffres sont publiés par **Eurostat, l'office statistique de l'Union européenne**.

		2020T3	2021T2 <sup>P</sup>	2021T3 <sup>P</sup>
<b>Zone euro</b>				
Dette publique	(millions euros)	11 098 571	11 607 747	11 731 494
	(% du PIB)	96,6	98,3	97,7
dont: Numéraire et dépôts	(millions euros)	361 584	367 519	364 772
	(% de la dette totale)	3,3	3,2	3,1
Titres de créances	(millions euros)	9 141 158	9 604 196	9 705 277
	(% de la dette totale)	82,4	82,7	82,7
Crédits	(millions euros)	1 595 829	1 636 032	1 661 446
	(% de la dette totale)	14,4	14,1	14,2
Mémo: prêts intergouvernementaux	(millions euros)	228 938	226 052	225 463
	(% du PIB)	2,0	1,9	1,9
<b>UE</b>				
Dette publique	(millions euros)	12 022 541	12 617 990	12 740 739
	(% du PIB)	89,2	90,9	90,1
dont: Numéraire et dépôts	(millions euros)	378 426	384 555	383 753
	(% de la dette totale)	3,1	3,0	3,0
Titres de créances	(millions euros)	9 876 774	10 397 912	10 499 895
	(% de la dette totale)	82,2	82,4	82,4
Crédits	(millions euros)	1 767 342	1 835 523	1 857 092
	(% de la dette totale)	14,7	14,5	14,6
Mémo : prêts intergouvernementaux	(millions euros)	228 938	226 052	225 463
	(% du PIB)	1,7	1,6	1,6

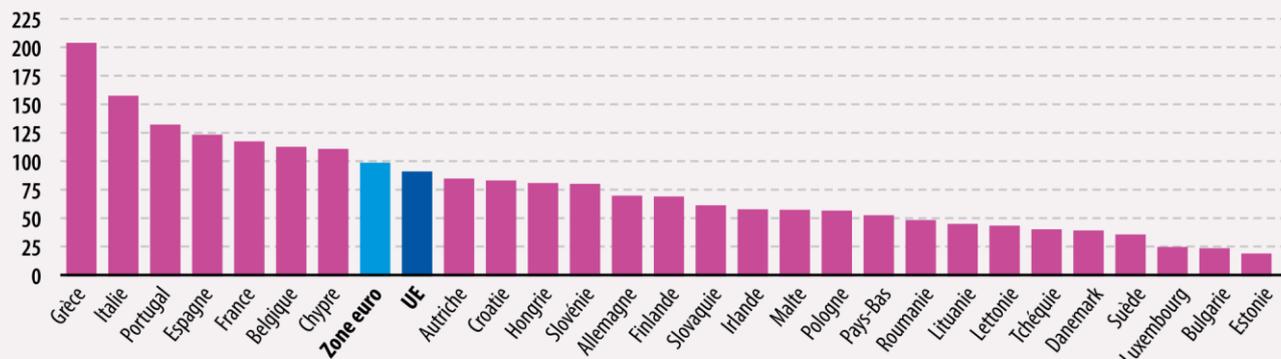
p : provisoire

Possibles écarts dus aux arrondis

### Dette publique par État membre à la fin du troisième trimestre 2021

Les ratios les plus élevés de la dette publique par rapport au PIB à la fin du troisième trimestre 2021 ont été enregistrés en **Grèce** (200,7%), en **Italie** (155,3%), au **Portugal** (130,5%), en **Espagne** (121,8%), en **France** (116,0%), en **Belgique** (111,4%) et à **Chypre** (109,6%) et les plus faibles en **Estonie** (19,6%), en **Bulgarie** (24,2%) et au **Luxembourg** (25,3%).

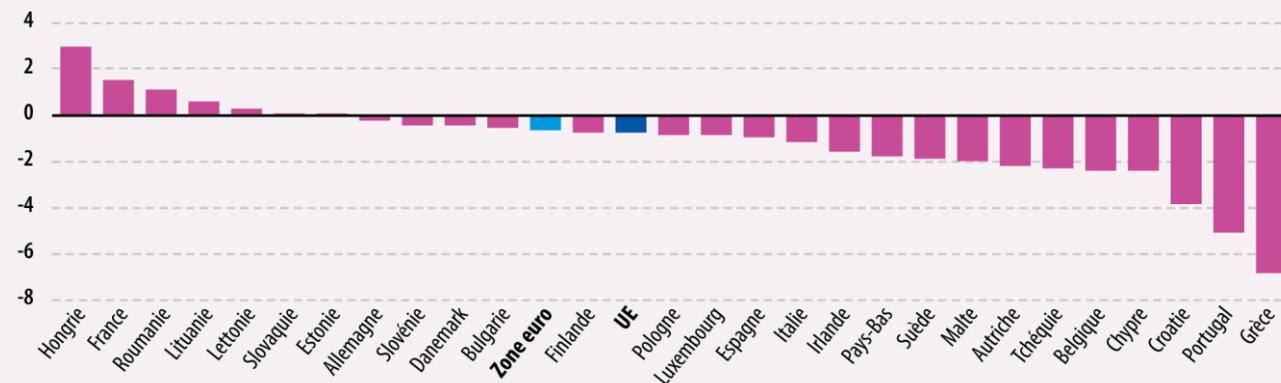
## Ratio dette publique/PIB, 2021T3 en pourcentage



[ec.europa.eu/eurostat](https://ec.europa.eu/eurostat)

Par rapport au deuxième trimestre 2021, sept États membres ont enregistré une hausse de leur ratio de la dette publique par rapport au PIB à la fin du troisième trimestre 2021, vingt autres ont affiché une baisse. Les plus fortes hausses du ratio ont été observées en **Hongrie** (+2,9 points de pourcentage – pp), en **France** (+1,5 pp) et en **Roumanie** (+1,1 pp), tandis que les baisses les plus fortes ont été enregistrées en **Grèce** (-6,6 pp), au **Portugal** (-4,9 pp), en **Croatie** (-3,7 pp), à **Chypre** et en **Belgique** (-2,3 pp chacun), en **Tchéquie** (-2,2 pp) et en **Autriche** (-2,1 pp).

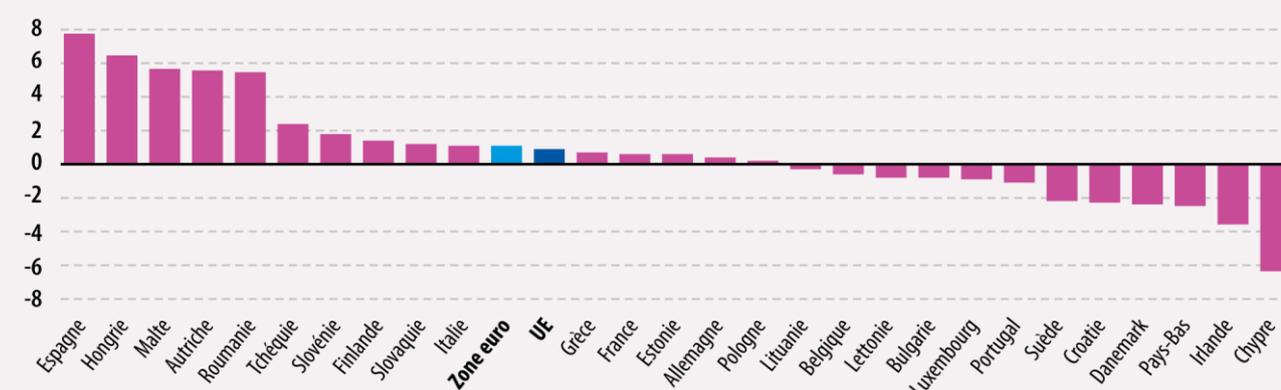
## Variations du ratio dette publique/PIB, 2021T3 par rapport à 2021T2, en points de pourcentage



[ec.europa.eu/eurostat](https://ec.europa.eu/eurostat)

Par rapport au troisième trimestre 2020, quinze États membres ont enregistré une hausse et douze États membres ont enregistré une baisse de leur ratio de la dette publique par rapport au PIB à la fin du troisième trimestre 2021. Les hausses les plus fortes ont été observées en **Espagne** (+7,8 pp), en **Hongrie** (+6,5 pp), à **Malte** (+5,7 pp), en **Autriche** (+5,6 pp) et en **Roumanie** (+5,5 pp), tandis que des diminutions les plus fortes ont été observées à **Chypre** (-6,4 pp), en **Irlande** (-3,6 pp), aux **Pays-Bas** (-2,5 pp), au **Danemark** (-2,4 pp), en **Croatie** (-2,3 pp) et en **Suède** (-2,2 pp).

## Variations du ratio dette publique/PIB, 2021T3 par rapport à 2020T3, en points de pourcentage



[ec.europa.eu/eurostat](https://ec.europa.eu/eurostat)

## Informations géographiques

**Zone euro (ZE19):** Belgique, Allemagne, Estonie, Irlande, Grèce, Espagne, France, Italie, Chypre, Lettonie, Lituanie, Luxembourg, Malte, Pays-Bas, Autriche, Portugal, Slovénie, Slovaquie et Finlande.

**Union européenne (UE27):** Belgique, Bulgarie, Tchéquie, Danemark, Allemagne, Estonie, Irlande, Grèce, Espagne, France, Croatie, Italie, Chypre, Lettonie, Lituanie, Luxembourg, Hongrie, Malte, Pays-Bas, Autriche, Pologne, Portugal, Roumanie, Slovénie, Slovaquie, Finlande et Suède.

## Méthodes et définitions

Les données trimestrielles sur la dette publique sont collectées par les États membres, conformément au système européen des comptes nationaux (SEC 2010) - voir annexe B, programme de transmission SEC 2010 - et se réfèrent à la définition de la dette Maastricht utilisée dans le cadre de la procédure de déficit excessif. Les données annuelles sur la procédure de déficit excessif, la prochaine notification par les États membres étant en avril 2022, font l'objet d'une vérification approfondie par Eurostat.

La **dette des administrations publiques** est définie comme la dette brute consolidée de l'ensemble du secteur des administrations publiques en cours à la fin du trimestre (à la valeur faciale). La dette des administrations publiques se compose du passif des administrations publiques pour les catégories suivantes: numéraire et dépôts (AF.2), titres de créances (AF.3) et crédits (AF.4), tels que définis dans le SEC 2010.

Pour chaque trimestre, le **ratio de la dette publique par rapport au PIB** est calculé en utilisant la somme des PIB des quatre derniers trimestres. Les données trimestrielles sur le PIB sont les plus récentes fournies par les États membres de l'UE. Alors que les données trimestrielles de la dette sont cohérentes avec les données annuelles, des différences se produisent entre les chiffres trimestriels et annuels du PIB.

Afin de consolider de façon appropriée la dette publique et pour fournir ces informations aux utilisateurs, Eurostat publie des données sur les **prêts accordés par les administrations publiques entre elles** et ces prêts sont exclus du calcul de la dette de la zone euro et de l'UE. Les concepts et définitions sont basés sur le SEC 2010 et sur les règles relatives aux statistiques de la procédure de déficit excessif. Les données concernent les stocks de prêts relatifs à des créances sur d'autres États membres de l'UE. La base de valorisation est le stock de prêts à la valeur faciale en cours à la fin de chaque trimestre. Depuis le premier trimestre 2011, les chiffres des prêts intergouvernementaux se rapportent principalement aux prêts accordés à la Grèce, à l'Irlande et au Portugal. Ils comprennent les prêts accordés par le Fonds européen de stabilité financière.

Pour les données d'encours, telles que la dette publique, les taux de change en fin de période sont utilisés pour la compilation des agrégats UE. Pour les données de flux, comme le PIB, les taux de change moyens sont utilisés. L'agrégat UE, libellé en euros, est susceptible de fluctuer en raison des mouvements de taux de change entre l'euro et les autres devises de l'UE.

Toutes les données statistiques trimestrielles des finances publiques pour le premier, le deuxième et le troisième trimestre 2021 ont été marquées comme provisoires en raison d'une probabilité accrue des révisions futures.

## Plus d'informations

Article « [Statistics Explained](#) » d'Eurostat sur les comptes trimestriels des administrations publiques

[Base de données](#) d'Eurostat sur les données trimestrielles de la dette publique des États membres

[Décision d'Eurostat concernant la Facilité Européenne de Stabilisation Financière \(FESF\)](#)

Des données supplémentaires sont disponibles dans la « [Présentation des statistiques intégrées des finances publiques](#) »

SEC 2010: [Règlement \(UE\) 549/2013 relatif au système européen des comptes nationaux et régionaux dans l'Union Européenne](#)

Dernier [communiqué de presse](#) sur la dette et le déficit publics

[Calendrier de diffusion](#) des €-indicateurs d'Eurostat

[Code de bonnes pratiques](#) de la statistique Européenne

### Service de presse d'Eurostat

María Guadalupe MORENO CABANILLAS  
Tél: +352-4301-33 408  
[eurostat-pressoffice@ec.europa.eu](mailto:eurostat-pressoffice@ec.europa.eu)

### Plus d'informations sur les données

Mihail ANDREEV  
Kornelia BEZHANOVA  
Monika GAPINSKA  
Yordan YORDANOV  
Leonor ZUBIMENDI TORAN  
Laura WAHRIG  
Tel: +352-4301-37 687  
[estat-gov-debt@ec.europa.eu](mailto:estat-gov-debt@ec.europa.eu)

 **Demandes média:** [eurostat-mediasupport@ec.europa.eu](mailto:eurostat-mediasupport@ec.europa.eu) / Tél: +352-4301-33 408

 [@EU Eurostat](https://twitter.com/EU_Eurostat)

 [@EurostatStatistics](https://www.facebook.com/EurostatStatistics)

 [@EU Eurostat](https://www.instagram.com/EU_Eurostat)

 [ec.europa.eu/eurostat](https://ec.europa.eu/eurostat)

## Dettes publiques par État membre

		Dettes brutes des administrations publiques							Composantes de la dette publique, en % du PIB			Prêts inter-gouvernementaux	
		Millions de monnaie nationale			% du PIB			Variation en pp du PIB, T3 2021 <sup>p</sup> par rapport à :		Numéraire et dépôts	Titres de créances	Crédits	% du PIB
		2020T3	2021T2 <sup>p</sup>	2021T3 <sup>p</sup>	2020T3	2021T2 <sup>p</sup>	2021T3 <sup>p</sup>	2020T3	2021T2 <sup>p</sup>	2021T3 <sup>p</sup>	2021T3 <sup>p</sup>	2021T3 <sup>p</sup>	2021T3 <sup>p</sup>
<b>Zone euro</b>	EUR	11 098 571	11 607 747	11 731 494	96,6	98,3	97,7	1,1	-0,6	3,0	80,8	13,8	1,9
<b>UE</b>	EUR	12 022 541	12 617 990	12 740 739	89,2	90,9	90,1	0,9	-0,7	2,7	74,3	13,1	1,6
<b>Belgique</b>	EUR	515 910	546 818	548 602	112,0	113,7	111,4	-0,6	-2,3	0,3	94,0	17,1	1,7
<b>Bulgarie</b>	BGN	29 872	30 752	30 948	25,0	24,7	24,2	-0,8	-0,5	-	18,3	5,8	0,0
<b>Tchéquie</b>	CZK	2 172 919	2 517 036	2 432 911	38,1	42,7	40,5	2,4	-2,2	0,2	37,3	3,0	0,0
<b>Danemark</b>	DKK	972 616	955 371	960 659	41,9	39,9	39,5	-2,4	-0,4	0,8	31,5	7,1	0,0
<b>Allemagne</b>	EUR	2 333 413	2 399 045	2 433 247	69,1	69,7	69,4	0,4	-0,2	0,4	54,1	15,0	1,9
<b>Estonie</b>	EUR	5 128	5 523	5 754	19,1	19,6	19,6	0,6	0,1	1,1	6,9	11,7	1,5
<b>Irlande</b>	EUR	227 215	234 501	236 264	61,2	59,0	57,6	-3,6	-1,5	6,1	39,7	11,9	0,1
<b>Grèce</b>	EUR	337 666	354 010	357 295	200,0	207,3	200,7	0,7	-6,6	3,8	46,5	150,4	0,0
<b>Espagne</b>	EUR	1 308 204	1 424 691	1 432 228	114,1	122,7	121,8	7,8	-0,9	0,4	104,9	16,5	2,4
<b>France</b>	EUR	2 670 035	2 761 987	2 834 349	115,4	114,5	116,0	0,6	1,5	1,9	102,7	11,4	2,0
<b>Croatie</b>	HRK	326 026	340 823	344 703	84,7	86,1	82,4	-2,3	-3,7	0,1	57,6	24,8	0,0
<b>Italie</b>	EUR	2 585 089	2 696 249	2 706 434	154,2	156,4	155,3	1,1	-1,1	13,0	129,3	13,0	2,5
<b>Chypre</b>	EUR	25 379	24 879	24 821	116,0	111,9	109,6	-6,4	-2,3	0,7	71,2	37,7	1,5
<b>Lettonie</b>	EUR	13 145	13 295	13 832	44,4	43,3	43,6	-0,8	0,3	1,1	35,2	7,2	0,0
<b>Lituanie</b>	EUR	22 418	23 115	24 160	45,4	44,6	45,1	-0,3	0,6	0,1	36,2	8,8	0,0
<b>Luxembourg</b>	EUR	16 552	17 884	17 911	26,1	26,1	25,3	-0,9	-0,8	0,5	20,1	4,7	0,9
<b>Hongrie</b>	HUF	35 010 361	39 416 641	42 105 645	73,8	77,4	80,3	6,5	2,9	0,8	71,6	8,0	0,0
<b>Malte</b>	EUR	6 852	8 026	7 989	51,4	59,1	57,2	5,7	-1,9	3,4	47,6	6,2	1,6
<b>Pays-Bas</b>	EUR	440 928	447 123	442 127	55,1	54,2	52,6	-2,5	-1,7	0,2	43,1	9,2	1,6
<b>Autriche</b>	EUR	300 699	334 738	333 190	78,5	86,2	84,1	5,6	-2,1	0,5	72,5	11,1	1,7
<b>Pologne</b>	PLN	1 306 683	1 402 088	1 418 804	56,5	57,4	56,6	0,2	-0,8	0,3	44,1	12,3	0,0
<b>Portugal</b>	EUR	267 040	277 508	271 538	131,6	135,4	130,5	-1,1	-4,9	16,1	80,5	34,0	0,5
<b>Roumanie</b>	RON	451 022	526 213	556 453	43,1	47,5	48,5	5,5	1,1	0,8	41,3	6,4	0,0
<b>Slovénie</b>	EUR	36 717	39 463	40 134	77,8	80,0	79,6	1,8	-0,4	0,4	70,0	9,3	2,3
<b>Slovaquie</b>	EUR	55 108	57 868	58 604	59,9	61,0	61,1	1,2	0,1	1,3	51,4	8,4	1,9
<b>Finlande</b>	EUR	159 195	167 059	168 461	67,3	69,4	68,7	1,4	-0,7	0,3	54,2	14,2	1,8
<b>Suède</b>	SEK	1 904 868	1 948 992	1 894 368	38,2	37,9	36,1	-2,2	-1,8	2,1	23,3	10,6	0,0
<b>Norvège</b>	NOK	1 407 265	1 377 202	1 417 600	40,9	38,2	37,2	-3,7	-1,0	-	17,1	20,1	-

<sup>p</sup> provisoire - Ne s'applique pas ou zéro  
Données sources: gov\_10q\_ggdebt

Possible écarts dus aux arrondis